

ENQUÊTES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Lebamba : quid des coopératives agricoles ?

LIVRÉES à elles-mêmes, ces unités économiques semblent s'être considérablement éloignées de leur mission.

Gloire Junaël MOUBEDI-BIGOGO
Lebamba/Gabon

La création des coopératives agricoles à Lebamba est une initiative du gouvernement avec l'appui de la FAO. Nous sommes dans les années 2014-2015. L'objectif principal de ces entités est, rappelle Fidèle Mounanga, responsable de la coopérative Tombi, d'atteindre l'autosuffisance alimentaire pour sortir la population locale de sa précarité. Le département de la Louetsi-Wano étant reconnu comme un grenier au sud du Gabon.

C'est ainsi que de nombreuses personnes se sont-elles retrouvées pour constituer des coopératives afin de bénéficier de l'appui de l'État en matériel ou en financements, pour vulgariser l'agriculture industrielle en milieu rural. L'initiative est d'autant plus salutaire pour les paysans qu'ils en seraient les principaux bénéficiaires.

"Quand l'idée avait été lancée, nous avons pensé produire davantage grâce aux nouveaux moyens qui devaient être introduits", raconte un membre de la coopérative Irat, au quartier Imenou-Poungou.

Plus d'une vingtaine de coopératives spécialisées dans la production de cultures vivrières et de rente sont recensées officiellement par le Réseau gabonais des acteurs non étatiques pour le développement communautaire en milieu rural. Il y a que depuis leur mise en place, elles ne voient toujours pas les subventions qui leur ont été promises pour qu'elles puissent pleinement jouer le rôle qui leur a été assigné. Ces opérateurs sont donc réduits à cultiver la terre de façon artisanale pour n'en tirer que de faibles rendements. Le seul tracteur mis à leur disposition pour préparer les sols à cultiver sur de grandes surfaces est en panne depuis plusieurs années et ne peut être réparé faute de financements.



En dehors des coopératives, les femmes produisent et écoulent leurs produits sur le marché local.

"Nous avons reçu un tracteur de labour pour deux départements, mais celui-ci est en panne depuis longtemps", reconnaît Nzengue, opérant au sein de la coopérative "Mbandze va ibutu", au quartier Bikoudou-Plaine.

Pis, les responsables des coopératives, après avoir sollicité et obtenu les services d'autres propriétaires de machines à labourer, offrent aux autres paysans membres des lopins de terre en contrepartie du paiement de la surface octroyée. "Beaucoup de paysans profitent après le labour des parcelles à occuper une surface pour travailler, moyennant quelque chose", explique Mme Mbenga du village Memba.

À Lebamba, plusieurs coopératives se sont spécialisées principalement dans la culture du manioc, même s'il est aussi vrai que la production des agrumes occupe une place dans leurs activités. "Il y a deux ans, les bailleurs de fonds

sont venus sur place pour essayer d'encourager les paysans dans le domaine de l'exploitation des agrumes", rappelle Olivier, l'un des bénéficiaires à Mabanga. Mais dans l'ensemble, les statistiques en termes de productions attendues au niveau des coopératives sont presque insignifiantes. Seuls les paysans pris isolément écoulent leurs produits chaque semaine sur le marché local ou autres villes du pays grâce à leurs efforts personnels. Du coup, beaucoup parmi elles ne croient plus et ne comptent presque plus sur les bonnes intentions qui avaient présidé à la mise en place du projet.

D'autres par contre, moins sceptiques, continuent à y croire et souhaitent tout simplement que le ministère de l'Agriculture et ses partenaires honorent leurs engagements pour que le département de la Louetsi-Wano renoue enfin avec sa tradition de grenier agricole du sud du Gabon.

Consommation domestique

GJMB
Lebamba/Gabon

L'UN des grands maillons de l'économie gabonaise, à n'en point douter, est l'agriculture. Des organes œuvrant pour le regroupement de personnes dont la seule finalité est de produire davantage et commercialiser leurs productions sur l'ensemble des marchés se créent au jour le jour. Dans le département de la Louetsi-Wano, la création des coopératives obéissait à cette logique qui visait clairement l'autosuffisance alimentaire. Mais l'idée du gouvernement,

appuyée ici par quelques organismes internationaux, n'a pas prospéré faute de financements concrets en matériels ou en numéraires pour espérer exploiter de grandes surfaces mécanisées. D'où le fait que malgré son label de grenier agricole, le département de la Louetsi-Wano peine aujourd'hui à produire les effets escomptés.

Las d'attendre toujours, les paysans se disent contraints de revenir à une agriculture réduite à la seule consommation domestique.